

Benin

Update on the context and situation of children

Pays à revenu intermédiaire, le Bénin a un PIB/habitant de 1,250 USD[1]. Sa population est estimée en 2021 à 12,506,347 habitants avec 50,4% d'enfants et 23% d'adolescents[2].

Sur le plan politique, 2021 a été marqué par l'organisation de l'élection présidentielle. Cette élection s'est déroulée dans un climat tendu, qui a connu la réélection du Président sortant et la nomination d'une Vice-présidente de la République, une première dans l'histoire du Bénin. Le Président réélu a annoncé que ce nouveau mandat serait « hautement social ».

Au niveau économique, le Bénin continue à être affecté par les conséquences de la pandémie de COVID-19. Toutefois, l'efficacité du plan de riposte du pays et les mesures de transformation structurelle mettent en évidence sa résilience face aux chocs. Le taux de croissance économique s'établirait à 5,5% en 2021 contre 3,8% en 2020[3]. Si l'économie globale et régionale a été secouée par une inflation significative, y compris des denrées alimentaires, au Bénin cette hausse est restée de 16 % [4]. Le Bénin est classé cinquième économie de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).

Les grandes lignes du Programme d'Actions du Gouvernement 2021–2026 (PAG2) a été approuvé et les interventions en lien avec les droits de l'enfant comme sur l'éducation, la santé et la protection sociale sont parmi les priorités nationales retenues pour les prochaines années.

Le processus de développement d'un nouveau programme de coopération entre le Gouvernement du Bénin et le Système des Nations Unies (UNSDCF) a démarré pour la période 2023-2026, écourtant ainsi celui en cours (2019-2023)

Sur le plan social, l'incidence de la pauvreté monétaire, qui est de 38,5% [5] a connu un léger repli. Le taux de pauvreté monétaire chez les enfants stagne et 43,6% des enfants vivent dans des ménages pauvres, contre 43,4% en 2015. L'incidence de privations multidimensionnelles des enfants a connu un recul, passant de 64,5 % en 2014 à 58,5% [6].

En 2021, la survenue de trois vagues de COVID-19, dont un pic de contaminations de 702 cas par jour atteint en août, a perturbé les services sociaux de base, et malgré son impact économique négatif, les dépenses destinées aux services essentiels pour les enfants n'ont pas été revues à la baisse.

Sur le plan sécuritaire, la situation s'est largement dégradée. L'élargissement de zones d'opérations des groupes extrémistes armés vers les pays côtiers, dont le Bénin, et les attaques dans les pays limitrophes du Sahel (Burkina Faso, Niger, Nigeria) ont créé de l'instabilité dans le Nord du Bénin. Depuis juillet 2021, l'arrivée de réfugiés du Burkina Faso, le déplacement de populations internes et les fermetures d'écoles ont été signalés. Rien que durant le mois de décembre 2020, le Bénin a subi trois attaques terroristes.

Sur le plan humanitaire, le Bénin continue de faire face aux inondations et aux épidémies de choléra, de fièvre à virus Lassa et de méningite. 24 cas de Polio cVDPV2 ont été détectés depuis 2019, dont six cas en 2021 dans 11 des 12 départements du pays.

La réalisation de l'ODD 3, notamment du résultat clé « vaccination » pour les enfants, a connu des progrès malgré le contexte de la COVID-19. L'approche équité dans la vaccination a été étendue au-delà des zones d'intervention de l'UNICEF dans une perspective de mise à l'échelle nationale passant ainsi de 24 à 26 sur les 34 zones sanitaires du pays permettant de vacciner 340,798 enfants de 0-11

mois au Penta 3 parmi lesquels 12,41% sont issues des communautés peu ou pas desservies. Au niveau national, 424,817 enfants de 0-11 mois ont été vaccinés au Penta 3 en 2021, contre 398,977 en 2020 soit 25,840 enfants additionnels[7]. L'approche équité sera ajustée en 2022 pour atteindre les enfants à « dose zéro » et ceux vivant dans les zones d'insécurité et celles à risques. Le financement de la vaccination anti-COVID-19 a constitué une opportunité pour l'amélioration de la performance de la vaccination de routine à travers le renforcement du système de santé, notamment la chaîne de froid, la logistique roulante, la gestion des données et des déchets ainsi que la demande de vaccination.

En ce qui concerne l'ODD 4, l'achèvement de l'enseignement primaire s'est amélioré, passant de 54,11% en 2020 à 65,41% en 2021[8]. Cette amélioration résulte de la réduction des taux d'abandon et de redoublement, notamment chez les filles, et des efforts déployés pour le maintien des enfants à l'école primaire. La scolarisation des filles s'est améliorée, avec un taux brut de 107,4% en 2021, contre 106,44% en 2020.[9] Ce résultat encourageant est le fruit des efforts de réduction des coûts supportés par les familles et des engagements communautaires. Malgré cette performance au niveau du primaire, la continuité de l'éducation au secondaire n'est toujours pas assurée pour certains enfants, notamment ceux issus des familles démunies, à cause de l'abandon scolaire qui touche particulièrement les filles, qui restent exposées à de multiples contraintes socioéconomiques.

Dans le domaine de la protection de l'enfant, 91% des enfants béninois sont victimes au moins d'une forme de violence faite aux enfants (VFE), dont les châtiments corporels[10]. Néanmoins, le pays a fait un grand pas dans la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles avec l'approbation de la loi sur les mesures spéciales de répression des infractions commises à raison du sexe et la modification de la loi sur la santé sexuelle et à la reproduction loi sur les mesures spéciales de répression des infractions commises à raison du sexe et la modification de la loi sur la santé sexuelle et à la reproduction[11].

[1] Banque Mondiale, 2019

[2] Projection de la population béninoise à partir des données du RGPH 4, INStaD, 2021

[3] Loi des Finances 2022, 2021

[4] INStaD, septembre 2021

[5] Rapport de suivi des ODD, MDC, 2022

[6] NMODA, 2021

[7] MS, données de routine au 31 octobre 2020 et 2021

[8] MEMP, données de routine en 2020 et 2021

[9] EDSB 2017-2018

[10]

[11] Loi N° 2021-11 du 20 décembre 2021 | Secrétariat général du Gouvernement du Bénin (sgg.gouv.bj)

Major contributions and drivers of results

En 2021, troisième année de mise en œuvre du Programme, l'UNICEF a renforcé l'attention sur l'équité pour contribuer à l'accélération des résultats clés pour les enfants, en particulier l'immunisation (Résultat clé 1), l'amélioration des résultats de l'apprentissage (Résultat clé 4), et la prévention des violences contre les enfants (Résultat clé 5). Ces résultats ont été privilégiés dans l'identification des résultats prioritaires du Programme et de la Gestion du Plan de gestion annuel.

Résultat prioritaire N°1 (KRC 1)

L'UNICEF a apporté un soutien de premier niveau à la lutte contre la COVID-19 tout en contribuant à la continuité des services essentiels pour les enfants grâce à des solutions de proximité qui améliorent la résilience des systèmes de soins de santé primaire.

Le résultat clé sur l'immunisation a connu une nette progression avec 340,798 enfants de 0-11 mois dont 42,300 issus des communautés peu ou pas desservies vaccinés au Penta 3 grâce à l'approche équité de la vaccination mise en œuvre dans 71% des communes du Bénin avec le soutien de l'UNICEF sur la base de l'analyse des performances des zones sanitaires des 12 départements et la nécessité de réajustement de la cible des enfants à vacciner. La contribution des communes soutenues par UNICEF qui constituent 78% du poids démographique de la cible représente 82% de l'ensemble des 424,817 enfants de 0-11 mois vaccinés au Penta 3 en 2021 au niveau national, permettant d'avoir une couverture administrative au Penta 3 de 123% en 2021 contre 117% en 2020. Par ailleurs, 3 rounds de riposte Polio dérivé avec l'immunisation de 1,937,609 enfants sur les 1,805,538 ciblés soit 107% a permis d'arrêter la circulation du cVDPV2 dont le dernier cas a été notifié en mai 2021.

L'enregistrement numérisé systématique des naissances dans les centres de santé a permis une meilleure localisation des enfants et a favorisé l'atteinte des cibles au cours des séances de stratégies avancées. Cette opportunité a facilité les échanges entre les agents vaccinateurs et les parents pour le respect des rendez-vous de vaccination des enfants. Par ailleurs, le monitoring régulier des stocks de vaccins et de la chaîne de froid a permis de redéployer et ajuster les stocks afin d'assurer une disponibilité permanente de vaccins dans tous les centres de vaccination.

Concernant la vaccination COVID-19, l'UNICEF a facilité l'acheminement de 92% des doses de vaccins reçus à travers le mécanisme COVAX. Bien que le taux de vaccination soit resté bas (3%) dans les six premiers mois de la campagne d'immunisation, initiée en mars 2021, des progrès considérables ont été réalisés grâce au lancement d'une campagne accélérée en novembre 2021. Grâce au soutien apporté au Gouvernement dans la mobilisation du public et du personnel de santé, 1,628,352 personnes avaient reçues leur première dose et 1,199,635 avaient un schéma vaccinal complet, soit 16,45% de la cible, à la fin de 2021.

Résultat prioritaire N°2 (KRC4)

En qualité de chef de file des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) du secteur de l'éducation, l'UNICEF a continué le plaidoyer pour améliorer la qualité de l'éducation et mobiliser les autorités et les PTF du secteur en faveur du Résultat Clé 4. Le plaidoyer a abouti à la mise en place d'un partenariat pour la qualité de l'éducation entre la Coopération suisse, le Partenariat Mondial pour l'Éducation et la Banque Mondiale, permettant la révision des curricula du primaire, la formation de 2,110 enseignants des classes de première année primaire et le renforcement du dispositif d'évaluation des apprentissages scolaires. Ce dispositif a permis d'envisager l'extension de l'analyse des résultats scolaires à toutes les classes du primaire, positionnant ainsi le Bénin parmi les pays engagés dans le processus de renforcement du système d'évaluation en classe dans le cadre de la mise en œuvre du résultat clé 4

L'évaluation du PASEC de 2018 avait montré que 76,5% des enfants évalués en 2018 maîtrisaient le minimum des acquis scolaires. Cependant seulement 53% des enfants maîtrisaient les acquis en mathématiques. Au regard du taux d'achèvement de l'enseignement primaire, passé de 54,11% en 2020 à 65,41% en 2021, une amélioration des résultats des apprentissages scolaires est attendue, notamment grâce à la distribution de matériel scolaire à 323,299 enfants et adolescents (169,538 filles) lors de la rentrée scolaire 2021-2022.

Les actions multisectorielles et de synergie entre les programmes de transferts monétaires, de protection et du WASH, à travers notamment la mise en place d'un environnement propice pour la gestion de l'hygiène menstruelle, avec la construction de latrines séparées par genre, sont des facteurs

clés de renforcement de la lutte contre les violences en milieu scolaire et les mariages des filles. Ils ont progressivement contribué à réduire les mariages des enfants et améliorer la rétention des filles à l'école. De 2020 à 2021, le taux d'achèvement des filles est passé de 51,34% à 61,95%.

En collaboration avec les ONG partenaires Aide et Action, EDUCO et IADF, l'UNICEF a poursuivi son soutien au renforcement des capacités des acteurs communautaires pour améliorer la qualité de l'éducation. L'implication des acteurs locaux a été l'occasion de renforcer les capacités des 12,809 membres des 786 Comités de gestion pour le suivi de l'éducation des enfants.

Dans le cadre de la recherche de solutions opérationnelles à l'accès des enfants à l'éducation et l'amélioration des apprentissages scolaires, l'UNICEF a initié un travail de cartographie sur la situation de la connexion des écoles avec l'appui du projet GIGA. Parallèlement, le plaidoyer d'introduction du numérique à l'école est en cours et des partenaires sont intéressés à soutenir cette initiative à travers une première phase de connexion internet de quelques établissements scolaires dans la perspective de construction d'un modèle pour une mise à l'échelle.

Résultat prioritaire N°3 (KRC 5)

UNICEF a intensifié son appui au gouvernement pour réduire les VFE, y compris les violences sexuelles, dans l'atteinte des ODD 5, 8 et 16., avec un accent sur l'atteinte du Résultat clé 5. Sur 8,500 enfants ciblés, 14,284 (dont 8,272 filles et 421 en situation de handicap) affectés par les VFE[1], ont bénéficié de services intersectoriels de santé, justice, et/ou accompagnement social des services de 85 Centres de Promotion Sociale (CPS) et des ONGs partenaires. Cet effectif inclut notamment 1,259 survivantes de violence sexuelle (1,240 filles), 952 mineurs face à la justice et 2,329 enfants affectés par le travail des enfants. De même, grâce à la réponse COVID19, 2,174 enfants survivantes de violence, identifiés dans les CPS à l'échelle nationale, ont bénéficié de ces services renforçant ainsi, leur accès à la réponse aux VFE.

En 2021, l'environnement favorable à l'élimination des VFE et des Violences Basées sur le Genre (VBG) et à l'égalité de genre s'est amélioré grâce à deux nouvelles lois promulguées sur la santé sexuelle et reproductive et sur les infractions de genre. Grâce aux efforts de plaidoyer de l'UNICEF, un mécanisme de suivi et de signalement de violences à l'école a été validé par les secteurs social et éducatif pour un déploiement progressif à partir de 2022.

Une analyse comparative entre les sexes conduite avec des adolescents, mettant en exergue les stéréotypes de genre et les facteurs d'intersectionnalité aggravant la vulnérabilité des filles et des adolescentes aux VBG, ainsi qu'une enquête effectuée conjointement avec ONU Femmes au sujet des conséquences de la COVID-19 sur l'égalité de genre ont révélé une aggravation des inégalités de genre [2] .

Basées sur ces évidences, 5,831 acteurs institutionnels et communautaires, formés à l'échelle nationale sur les VFE/VBG avec le soutien de l'UNICEF, ont mobilisé 200,882 personnes (dont 96,682 enfants et adolescents, 1,735 leaders religieux et autorités décentralisées et 100,000 ménages), à travers des actions communication interpersonnelle pour le changement comportemental, contre les VFE/VBG et pour la promotion des mesures de protection contre la COVID-19. La veille communautaire s'est renforcée dans 19 communes sur 12 ciblées à travers l'opérationnalisation de 1,424 comités de veille villageois dans les quatre départements les plus vulnérables, y compris l'Atacora, affecté par la menace sécuritaire. Ces initiatives ont contribué à un environnement protecteur amélioré, notamment au niveau familial et communautaire, dans un contexte de risques aggravés par la pandémie.

Résultat prioritaire N°4

UNICEF a renforcé ses actions liées à la prévention de l'exploitation et d'abus sexuels (PEAS). La

PEAS est inscrite dans les évaluations de performance des chefs de sections, des administrateurs de programmes ainsi que des 12 points focaux PEAS du bureau. La PEAS est graduellement intégrée dans toutes les interventions de terrain.

Un dispositif fonctionnel réunissant 24 membres du personnel de toutes les composantes du programme et des opérations permet d'assurer une intégration progressive de la thématique dans les différents aspects du programme de coopération. Ce dispositif a permis de renforcer les connaissances de 139 staffs et personnels connexes de l'UNICEF et de faire passer à un risque modéré 85% des partenaires d'exécution grâce à un accompagnement de proximité fourni par les sections et points focaux.

Résultat prioritaire N°5

La réalisation des résultats du programme et des Résultats clés pour les enfants est soutenue par la mise en œuvre d'actions intégrées dans le plan de gestion du bureau. Ainsi, plus de 90% du personnel a finalisé les formations obligatoires (dont 100% pour BSAFE, PSHAA, PSEA). Trois sessions de formation interactives (Microsoft SharePoint, Radio Motorola VHF et autres solutions digitales) ont permis de renforcer la collaboration au sein du bureau. De même, tous les sites de collaboration et bibliothèques virtuelles ont été rendus opérationnels. Quatre activités de prévention de la fraude et d'Auto-Evaluation du Contrôle Interne ont été réalisées. Le Plan d'Action Anti-Fraude a été finalisé et partagé avec tout le personnel. Six processus de travail Finances et deux des Ressources Humaines ont été revus et finalisés et quatre processus Supply sont en cours de finalisation.

Résultat prioritaire N°6

Le suivi de la gestion des performances à travers des formations continues a été effectif avec 91% des Revues des Evaluations de Performance 2020 complétées au 28 février 2021 et 89% des Systèmes d'Evaluation des Performances 2021 au 31 mai 2021.

Pour la participation aux formations, un programme a été élaboré et mis en œuvre. Le bureau a saisi les opportunités des réunions bimensuelles du personnel, pour faciliter des sessions d'orientation aussi bien sur les ressources humaines, le développement de carrières, l'innovation et valeurs de l'organisation. Des accords de partenariats avec EPITECH BENIN et AFRICA DESIGN SCHOOL ont été établis, en vue d'attirer plus de jeunes au sein du personnel de l'UNICEF Benin, en accord avec la Stratégie Genre et Diversité 2021-2023 mise en place. Un suivi régulier de la mise en œuvre de cette stratégie est fait lors des réunions CMT.

Quant au bien-être du staff, et en réponse aux résultats de l'enquête « Pulse Check Survey » du premier trimestre 2021, un groupe de travail a été créé pour définir des recommandations sur le bien-être du personnel au bureau et particulièrement du personnel féminin. Des séances de travail et d'échanges autour du bien-être, de la bienveillance et une formation sur les relations interpersonnelles et les feedbacks constructifs entre superviseurs et supervisés ont également eu lieu dans le cadre de la réponse au plan établi.

Actions humanitaires/reponse

Deux défis majeurs ont concentré les efforts du bureau en 2021, à savoir la pandémie de COVID-19 et la dégradation de la situation sécuritaire dans le Nord du pays.

En réponse à la pandémie, l'UNICEF a mobilisé près de 4 millions US\$ pour le déploiement de la vaccination et la mise à disposition d'une capacité de 2,100 ML de chaîne de l'ultra-froid.

Plus de huit millions de personnes ont été touchées à travers les médias et la communication de

proximité sur la vaccination COVID-19 et les risques de la désinformation. Plus de quatre 4 millions de personnes ont été sensibilisées à travers les canaux digitaux, des visites porte à porte et la mobilisation des jeunes U-Reporters au niveau national.

Afin d'améliorer l'accès à une eau propre pour lutter contre la pandémie COVID-19 et les maladies d'origine hydrique, 1,191,882 personnes dont 584,023 enfants dans 5 départements sur 12 dans lesquelles les kits WASH ont été livrés, ont reçus des services et fournitures essentiels liés à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène.

Face au risque croissant de l'expansion de la menace sécuritaire de la région sahélienne vers le nord du Bénin, l'UNICEF a étendu ses interventions dans les zones à risques et lancé un programme de prévention visant plus de 28,000 individus vulnérables de 3 communes à haut risque pour fournir et/ou renforcer les services sociaux de base dans les secteurs de l'éducation, eau et assainissement, protection et éducation pour la paix avec la mobilisation des jeunes. Plus encore, des initiatives de préparation et de réponse au risque de menace sécuritaire ont été initiées notamment la formation du personnel à la préparation et réponse aux urgences, les dispositions pour le pré-positionnement de matériel d'urgence, la mise en place d'accords à long termes et l'identification des partenaires pour des standby agreement. Dans ce même cadre, des actions en faveur de la réduction du risque d'abandon scolaire des jeunes et de leur maintien à l'école ont été menées, notamment la distribution de fournitures scolaires à 10,534 enfants scolarisés, dont 4,509 filles des communes à haut risque de Matéri, Natitingou et Tanguéta. Des efforts de plaidoyer auprès du Gouvernement pour la protection des écoles ont été menés avec Plan International et le PAM. Ils ont également permis d'assurer que les enfants affectés par la fermeture d'écoles due aux menaces et à l'insécurité grandissante, puissent continuer leur scolarité dans d'autres écoles voisines.

En réponse à l'afflux de 185 réfugiés du Burkina Faso dont 107 enfants, arrivés sur le sol béninois suite aux attaques de groupes armés, UNICEF a distribué du matériel de couchage, d'hygiène, des kits scolaires et des médicaments après l'aide de premier secours fournie par les autorités locales.

Programmation sensible au genre

La programmation sensible au genre reste au cœur de la mise en œuvre du programme pays. Les efforts accomplis ont permis l'amélioration des taux d'accès et de rétention des filles et des garçons à l'école tant au primaire qu'au secondaire. Ces résultats sont le fruit d'un ensemble de mesures visant à accélérer une éducation de qualité pour tous, notamment des filles dans le secondaire.

Dans l'objectif de positionner l'éducation des filles comme une priorité, UNICEF a renforcé le dialogue politique en faveur d'une meilleure synergie entre les acteurs, aboutissant notamment ainsi à l'organisation prochaine d'un Forum National sur l'Education des Filles. Et dans le contexte de l'éducation et la rétention de la fille à l'école comme facteur pour l'élimination des mariages d'enfants, l'UNICEF a appuyé le gouvernement pour la mise en œuvre d'un programme intersectoriel innovant et intégré pour maintenir les filles et adolescentes à l'école. Ainsi, lors de la rentrée scolaire, la distribution gratuite des fournitures scolaires a touché 127,102 filles en primaire, 37,713 filles au collège et 4,509 adolescents dans le Nord. Et, plus de 40,000 ont bénéficié de services intersectoriels incluant des kits scolaires (39,952), des transferts monétaires (13,654 familles), renforcement de compétences sur la gestion de l'hygiène des menstruelles (37,207).

[1] MASM, données statistiques de routine, décembre 2021

[2] Enquête rapide sur les effets de la COVID-19: une perspective Genre Bénin 2021; ONU Femmes et UNICEF

UN Collaboration and Other Partnerships

Depuis le début de la crise sanitaire, l'UNICEF a créé de nouvelles alliances afin d'atteindre davantage de résultats pour les enfants. L'arrivée des vaccins contre la COVID-19 à travers le mécanisme COVAX a permis de renforcer la collaboration avec le SNU, l'OMS en particulier, et de rassembler tous les partenaires de la santé (Banque Mondiale, USAID, GAVI, etc.) autour du plan de déploiement de la vaccination, sous le lead du Ministère de la Santé. Ces partenaires ont également contribué aux résultats atteints dans les campagnes de riposte contre la polio cVDVP2, qui ont permis de vacciner plus de trois millions d'enfants.

Afin de s'imprégner des services offerts aux enfants au niveau des communautés, des visites de terrain conjointes ont été organisées avec le PAM, l'OMS et UNFPA et ont débouchées sur la signature d'un mémorandum d'accord entre le PAM et l'UNICEF pour lutter contre la malnutrition des enfants de moins de 5 ans et favoriser l'alimentation scolaire et l'accès à l'eau potable dans les écoles des zones de convergence du SNU.

Le lancement de l'initiative "Education Plus" a également permis de renforcer les partenariats entre agences (UNICEF, UNICEF, UNFPA, PNUD, ONU-Femme) et avec le Gouvernement autour de l'éducation et l'autonomisation de la jeune fille au Bénin. L'appui conjoint de l'UNICEF et l'UNFPA a permis le couplage de la campagne nationale de planification familiale avec celle de supplémentation en vitamine A sur toute l'étendue du territoire.

Dans le domaine de la protection de l'enfant, l'engagement des partenaires techniques, financiers et communautaires, a permis de mobiliser de nouvelles ressources financières pour lutter contre les violences faites aux enfants, notamment avec le Gouvernement du Canada et des Pays-Bas, et d'atteindre l'objectif de 80 villages certifiés comme exempts de mariage d'enfants avec des perspective d'expansion.

Les efforts de plaidoyer menés à travers la génération d'évidence avec le PNUD, la GiZ, la société civile et la Banque Mondiale ont contribué à la mobilisation de 500 millions d'euro-obligations par le Gouvernement et à l'accroissement du budget de l'état pour les secteurs sociaux et les enfants.

Au regard plus précisément de l'engagement des jeunes, un partenariat avec le FNUAP et le Scoutisme a vu le jour, dans le cadre du lancement et de la mise en œuvre d'un programme visant à promouvoir l'employabilité des jeunes en temps de COVID-19, mobilisant ainsi plus de 25 partenaires issus du secteur privé, de la société civile et du Gouvernement. Des organisations telles que la GiZ, Canal Plus, Sémé One, Plan International, CARE, Atingi, Ecobank ont été mobilisées ainsi que le Ministère du Numérique et de la Digitalisation et celui des Affaires Sociales.

Lessons Learned and Innovations

Innovations

La riposte COVID-19 a été une opportunité pour l'UNICEF de se positionner comme acteur clé de l'innovation au Bénin à travers plusieurs initiatives. Très souvent marginalisée des réponses aux urgences, la jeunesse a joué un rôle essentiel dans la mise en œuvre du plan de réponse national. Grâce à une collaboration avec l'Université d'Abomey-Calavi, des étudiants ont créé un dispositif de lavage des mains multi-robinets, fonctionnant sans contact et grâce à des énergies propres, à destination des écoles et centres de santé. Après lancement de la plateforme U-Report, une innovation dans l'engagement des jeunes au Bénin, 250 U-Reporters ont sensibilisé et informé plus de 140,000

ménages sur les gestes barrières et les conséquences de la COVID-19 sur les enfants au niveau national.

La participation des enfants et des jeunes a été placée au cœur de la programmation de l'UNICEF par la mise en œuvre du projet UPSHIFT, qui a vu 16 innovations créées par et pour les adolescents autour de la santé sexuelle et reproductive. Le programme « Acteurs de Changement 229 », initié en prélude au déploiement de YOMA, a également permis à plus de 4,500 jeunes de participer et à 700, de proposer des solutions pour faire face au changement climatique, aux VBG, à l'employabilité des jeunes et à la fracture numérique.

Dans la perspective d'initier des mécanismes innovants de plaidoyer pour porter la voix des enfants et des jeunes auprès des décideurs, un relais de plaidoyer a parcouru les 12 départements. Ce relais a permis aux enfants et aux jeunes de partager leurs préoccupations avec les 12 Préfets et la Vice-Présidente de la République, qui s'est engagée à garantir la participation des enfants et des jeunes aux politiques et stratégies qui les concernent.

Les innovations telles que VaxyRappel, qui rappelle le calendrier vaccinal aux parents par messagerie vocale, et la plateforme SIDOFFE, système d'information et de collecte de données pour le secteur social, sont des réussites sur lesquelles l'UNICEF a continué de travailler avec le Gouvernement pour son appropriation et la mise à l'échelle. Dans le domaine du WASH, l'approche marketing social de l'assainissement, a été introduite en complément de l'approche ATPC afin d'améliorer la durabilité des latrines tout en contribuant à l'employabilité des jeunes.

Leçons apprises

La synergie d'action entre programmes contribue à atteindre davantage de résultats. Cela a été illustré à travers le projet Cash+Care, qui rassemble des interventions de protection, santé, éducation et politique sociale pour lutter contre le mariage des enfants. La coordination des actions entre programmes, couplée à la génération d'évidence sur les gains économiques de l'éducation des filles, rendue possible grâce à une collaboration avec la Banque Mondiale, l'UNICEF et l'Ambassade des Pays-Bas, a contribué à un plaidoyer fort au niveau communautaire comme national. La sensibilisation au niveau des villages a permis de réduire le nombre de mariages d'enfants et le plaidoyer au niveau des autorités a contribué à la formulation d'un projet de loi contre les VBG et à l'organisation prochaine par le Gouvernement avec l'appui des PTFs, dont l'UNICEF, d'un Forum national sur l'éducation des filles.

Pour la santé de l'enfant, l'intégration des interventions de nutrition dans les localités certifiées comme ayant mis fin à la défécation à l'air libre, a contribué à une amélioration rapide du statut nutritionnel de l'enfant au niveau communautaire et à la réduction de la mortalité infantile. De même, les synergies créées entre les groupes de soutien du projet sur "l'Alimentation du nourrisson et du jeune enfant" avec les groupes de "Mutuelle de Nutrition", financés par la Banque Mondiale, ont permis d'intégrer dans les interventions de nutrition des actions de protection sociale pour endiguer la pauvreté et les mauvaises pratiques d'hygiène, deux facteurs à la base de la malnutrition des enfants.

L'intérêt des partenaires pour le travail de l'UNICEF en matière de "Finances publiques pour les enfants" a aussi démontré le potentiel de ce domaine pour mobiliser de nouvelles ressources et créer des alliances stratégiques, notamment avec le FMI. Les analyses produites avec l'appui de l'UNICEF en partenariat avec PNUD, GIZ, FMI sur le progrès des ODD, et leur financement, ont permis au Gouvernement de mobiliser 500 millions euros de ODD Eurobonds, destinés aux projets à haut impact social. En 2021, les résultats atteints par l'UNICEF avec la société civile et le Gouvernement sur la transparence budgétaire et la participation citoyenne pour une utilisation efficace des ressources publiques dans les secteurs sociaux a incité le FMI à s'associer à l'UNICEF pour élaborer une stratégie de plaidoyer budgétaire au profit des secteurs sociaux.

Le rôle de l'UNICEF comme chef de file des PTFs de l'éducation reste un avantage considérable en termes de plaidoyer. La synergie d'action entre partenaires a permis de mutualiser les ressources disponibles pour atteindre un nombre d'enfants plus élevés pour la distribution des kits scolaires, réduire les coûts de scolarisation supportés par les familles, et former les acteurs principaux de l'éducation. Cependant, le taux élevé d'enfants déscolarisés reste une préoccupation majeure, accentuée par la situation sécuritaire dans le nord du pays,.

Dans le domaine de la santé, le rôle joué dans le mécanisme COVAX a placé UNICEF comme acteur clé dans les efforts de vaccination et d'acheminement de biens essentiels. L'UNICEF a assuré l'acheminement de 92% des doses du Bénin. Ce positionnement stratégique a permis de mobiliser davantage de ressources pour soutenir les efforts du Gouvernement, notamment de la part de la France et des Etats-Unis d'Amérique.

Enfin, la forte mobilisation des partenaires du secteur privé et des agences de coopération internationales autour des initiatives de l'UNICEF en faveur de la jeunesse (U-Report, Acteurs de Changement 229, YOMA, etc.) a démontré la priorité qui est donnée par le Gouvernement et les PTFs à l'emploi, la participation et l'entrepreneuriat des jeunes. Au vu des enjeux sociaux et sécuritaires qui se profilent pour l'année 2022, l'UNICEF veillera à maintenir son positionnement en tant que partenaire stratégique pour l'engagement des jeunes, surtout comme acteurs de changement et prometteurs de paix et de cohésion sociale.